



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM2018-93 - Séance du 08 novembre 2018**

*ACTES*

*5. Institutions et vie politique*

*5.7 Intercommunalité*

| Nombre des membres  |          |                           |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 28                  | 19       | 24                        |

| Vote       |    |
|------------|----|
| Pour       | 24 |
| Contre     | 0  |
| Abstention | 0  |

L'an 2018, le 08 novembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 02 novembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 02 novembre 2018.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna, MICHEL Yves

**Pouvoirs de :** Séverine MONIN pour David RIBEIRO - Jean-Luc DE LA CLERGERIE pour Sandrine GAUTIER - Christophe KASZUBA pour Béatrice BASSO – Olivier DURIX pour Jean-Luc MEISSONNIER – Patricia VANGREVELYNGHE pour François RODENAS

**Absents :** PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## N° DLM2018-93 – SA3M : INFORMATION SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE

Madame Régine SUAY, Conseillère municipale déléguée au sport et à la vie associative, rapporte qu'en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'Assemblée spéciale des collectivités en sa qualité d'Administrateur doit soumettre son rapport pour l'exercice 2017 au Conseil Municipal.

Ce rapport est composé de deux parties : un rapport de gestion pour l'exercice 2017 et un rapport sur le gouvernement d'entreprise.

La première partie présente la vie de la société et les comptes annuels. La société d'aménagement de Montpellier a un capital de 1 770 000 euros. Elle est composée de 22 actionnaires, 18 administrateurs et 18 censeurs. Pour mener à bien ses missions l'effectif de la SA3M se compose de 8 personnes soit 7,4 ETP tous en CDI.

Le chiffre d'affaire généré sur l'exercice 2017 s'élève à 21 130 689€. Les produits d'exploitation à 50 357 011€.

Le résultat net termine 2017 en bénéfice de 941 892€. Le bilan s'élève à 145 495 095€.

Les investissements nécessaires sur les concessions d'aménagement ont été financés par un recours à l'emprunt important de 15 052 386 €. Dans le même temps 4 474 558 € d'emprunt ont été remboursés.

Les capitaux propres s'élèvent à 3 216 416€ à fin 2017. Ils sont totalement reconstitués depuis 2016.

Au cours de l'année 2017 la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses clients. Elle s'est vue confier 10 nouvelles opérations.

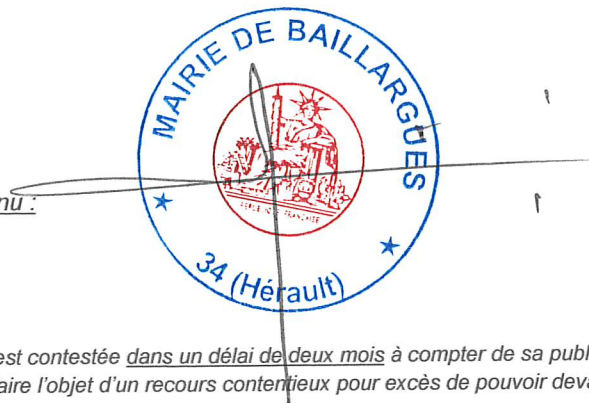
La seconde partie présente la gouvernance, les dirigeants, administrateurs, commissaires aux comptes et censeurs. Des changements sont intervenus au cours de l'exercice : Monsieur DUDIEUZÈRE a remplacé Monsieur MEUNIER ; Madame ILLAIRE a remplacé Monsieur BONNAL et Monsieur MEUNIER a remplacé Madame DONADA.

Le rapport se termine par une présentation des comptes annuels au 31/12/2017.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Régine SUAY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **PREND ACTE** du rapport du Président de l'Assemblée spéciale SA3M.

Pour extrait conforme,  
Le 09 novembre 2018,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.